

« L'Etat a peur du syndicalisme autonome »

► **Le front social est en constante ébullition. Des grèves cycliques secouent différents secteurs comme ceux de l'éducation, de la santé et l'administration. Comment expliquez-vous cette situation ?**

► Ce qui se passe actuellement dans le monde du travail est une réaction des plus normales exprimant des problèmes et des craintes légitimes. Mais la contestation est beaucoup plus forte dans le secteur de la Fonction publique. Cela bien entendu en raison du démantèlement du secteur économique qui n'est plus le même que celui d'avant les réformes et les privatisations. Les grands mouvements de grève ne sont ainsi plus provoqués par les ouvriers des grandes sociétés publiques, comme la SNVI ou El Hadjar, mais plutôt par la base de l'Etat que sont les fonctionnaires. Les syndicats autonomes qui portent les revendications des fonctionnaires se sentent en mesure de négocier afin d'arracher des droits. Contrairement aux employés du secteur économique qui sont en position de défensive, manquant de combativité. Cette montée de la contestation au sein même de la « base » de l'Etat est due essentiellement à la méconnaissance du monde du travail. En refusant de dialoguer avec les syndicats autonomes, l'Etat prouve son inexpérience et sa peur du syndicalisme autonome.

► **Pourquoi l'Etat aurait-il peur des syndicats autonomes ?**

► L'Etat ne sait pas comment s'y prendre avec ces syndicats autonomes qui évoluent dans la Fonction publique. Il ne sait pas comment négocier avec les fonctionnaires. Il le faisait auparavant avec les ouvriers mais avec les fonctionnaires, c'est tout autre chose et leur grève perturbe toute la société. Lorsqu'une entreprise ou un secteur économique font grève, les répercussions sont limitées. Mais lorsque les enseignants du primaire ou du lycée, à titre d'exemple, font grève, cela touche des millions d'élèves et, par ricochet, des millions de familles qui ainsi, sont perturbées dans leur travail et leur vie quotidienne. Et l'Etat n'arrive pas à avoir une stratégie ou une politique de gestion de la contestation dans la Fonction publique. Car, il n'a pas de tradition dans ce secteur.

► **Pour certains observateurs, si le gouvernement refuse de prendre langue avec les syndicats autonomes, c'est parce qu'il ne veut pas reconnaître le pluralisme syndical. Etes-vous de cet avis ?**

► Cette hypothèse n'est pas à exclure. Mais il me semble que cette attitude du gouvernement peut être expliquée par l'absence de vision claire par rapport à la place du syndicalisme autonome. D'un côté, les gouvernants veulent maintenir la configuration ancienne avec un seul grand syndicat qui est l'UGTA. D'un autre, ils subissent les pressions de ces syndicats autonomes qui sont fortement présents sur le terrain, mobilisant une bonne partie des fonctionnaires. Aussi, les rapports entre l'Etat et sa base (les fonctionnaires) ne sont pas clairs.

► **Comment peut-on désamorcer cette situation ?**

► A mon avis, il faut d'abord normaliser la place des syndicats autonomes dans le secteur de la Fonction publique. Ensuite, il faudra mettre en place des mécanismes fiables, crédibles et efficaces pour un dialogue continu. Il faudra également sortir de ce nationalisme archaïque qui altère les relations de travail et les rapports entre l'Etat et ses fonctionnaires. La solution est beaucoup plus politique qu'économico-sociale.